

Le GATT a un rôle fort important à jouer dans le maintien et le renforcement d'un système commercial international ouvert.

Dans les négociations d'Uruguay, d'importants progrès ont déjà été réalisés sur l'accès aux marchés, le règlement des différends, le fonctionnement du GATT, le commerce des services et les produits tropicaux.

J'ai confiance que nous pourrons, dans les mois à venir, réaliser de nouveaux progrès sur les questions les plus difficiles.

Certains ont accusé le Canada de s'être trop concentré sur sa relation commerciale avec les États-Unis. La sagesse de notre engagement envers le maintien et l'élargissement de l'accès à notre marché extérieur le plus vital devrait être manifeste; mais nous avons un engagement tout aussi important à assurer la compétitivité du secteur privé canadien.

Le même objectif sous-tend manifestement l'achèvement du Marché européen unique. Le Marché européen reste essentiel pour nous. L'Europe de l'Ouest compte pour 36% de nos exportations non destinées aux États-Unis et est, avec les pays de la bordure du Pacifique, le principal point de concentration de nos initiatives de promotion du commerce et de l'investissement à l'extérieur de l'Amérique du Nord.

Nous avons confiance que l'Europe restera ouverte et qu'elle contribuera positivement à l'établissement, pendant l'Uruguay Round, de nouvelles règles et disciplines qui donneront une économie mondiale plus ouverte et dynamique.

En avril, j'accueillais à Toronto une conférence sur l'Europe de 1992. Au nombre des participants, on remarquait plusieurs importants conférenciers européens, dont le ministre du Commerce extérieur de l'Italie, Renato Rugiero. Y participaient également Sir Graham Day, le président du Groupe Rover, M. Bruno Lamborghini du Groupe Olivetti et Bernard Esambert du Groupe Rothchild.

J'ai été encouragé par leurs observations, qui reflétaient la vision d'une Europe confiante dans ses capacités et ouverte à une concurrence loyale avec le monde. Ils ont particulièrement bien réfuté le mythe de la "Forteresse Europe" et suggéré qu'il serait plus approprié de parler de "Partenaire Europe".

Mais il faut dire que le Canada et d'autres pays comme le Japon et les États-Unis restent préoccupés par l'élaboration